

# PETROLE EN VENEZUELA 2003

## 1. PARO PERTROLERO POR PARTE DE LA ESTATAL PDVSA

Depuis décembre 2002, le Venezuela vit une des principales crises politiques de son histoire récente. La grève du secteur pétrolier et la suspension de la production d'hydrocarbures a frappé durement la capacité d'exportation de ce pays et a interrompu les ventes de la compagnie pétrolière étatique PDVSA, en particulier aux Etats-Unis.

Cela a provoqué des pertes évaluées à 50 millions de dollars par jour. Dans un contexte de « pré-guerre » contre l'Irak, la situation du Venezuela préoccupe les Etats-Unis. Pour cette raison, ils ont subtilement augmenté leur pression, par exemple par le biais du Secrétaire général de l'Organisation des Etats Américains, César Gaviria, qui poussa la convocation à des élections anticipées, réalisées hors du cadre constitutionnel.

### a) QUE DEMANDE L'OPPOSITION ?

Pour le moment, l'opposition exige la « démission » du Président. Dans le domaine pétrolier, l'opposition demande la privatisation du pétrole vénézuélien.

Cela se reflète dans un document intitulé « Proyecto País » (Projet Pays), présenté à l'opinion publique vénézuélienne par la Coordinadora Democrática, appartenant à l'opposition.

Parmi les aspects les plus choquants de ce plan, on peut signaler l'ouverture de la corporation étatique « Petróleos de Venezuela » (PDVSA) et d'autres entités du secteur énergétique à l'investissement privé, ainsi que la privatisation de toutes les entreprises d'électricité.

La suppression de la propriété étatique du gaz est une autre proposition faite pas le groupe d'opposants au Président Hugo Chavez. Finalement, l'opposition propose d'abandonner le système de production pétrolière existant, qui est lié aux accords de l'Organisation des Pays Exportateurs de pétrole (OPEP) et au maintien du prix du brut sur le marché international.

En échange, ils plaident pour une production illimitée qui puisse atteindre plus de 11 millions de barils par jour, objectif rejeté par l'actuel gouvernement pour son action néfaste sur les prix.

### b) LE BRUT VENEZUELIEN ET LE PLAN COLOMBIE

Les réserves pétrolières du Venezuela sont d'une importance vitale pour le capital pétrolier international. En effet, les réserves de la ceinture de l'Orénoque sont comparables, en volume, aux réserves prouvées de brut conventionnel de l'Arabie Saoudite (270 milliards de barils).

Assurer leur contrôle est dès lors vital pour les économies hautement dépendantes du pétrole, comme celle des Etats-Unis. Coverdel, sénateur conservateur et rapporteur pour le thème du Plan Colombie, déclara en avril 2000 que « pour contrôler le Venezuela, il est nécessaire d'intervenir militairement en Colombie » et par extension, en Amérique latine. La Colombie jouerait un rôle similaire à celui joué par Israël en Moyen-Orient : se constituer en une enclave nord-américaine dans la région.

Il n'y a pas de doute que la difficile situation vécue aujourd'hui au Venezuela (et en Colombie) ait pour fond le contrôle des réserves pétrolières vénézuéliennes.

---

**Source:** BULLETIN DU RESEAU OILWATCH. - Numéro 35 .-Febrero 2003

## 2. LA FEDERATION ECOLOGISTE ZULIANA DENONCE LE TERRORISME ENVIRONNEMENTAL CAUSE PAR DES SABOTEURS PETROLIERS SUR LE LAC MARACAIBO

13 janvier 2003

La Fédération Ecologiste de Zulia s'est dirigée au pays pour dénoncer le plan de terrorismo environnemental qui, conjointement à la grève pétrolière insurrectionnelle, est déployé actuellement par les secteurs favorisant la privatisation qui sont commandés par une caste technocratique qui occupait, jusqu'à récemment, de hauts postes de gérance de la compagnie étatique Petrôleos de Venezuela, S.A. (PDVSA).

Dans les eaux du lac Maracaibo – centre de la principale activité pétrolière en Occident – cette caste tenta d'exécuter ( mais rata partiellement) un plan macabre de sabotage pétrolier destiné à provoquer une catastrophe écologique de proportions inimaginables, déguisée sous la forme d'une fuite de pétrole. Un groupe de fonctionnaires, de techniciens et de gérants des entreprises de sous-traitance ainsi que des politiciens alignés avec la Coordinadora « Democratica » participèrent à ce terrible plan terroriste. Selon la Fédération, le gouverneur de l'Etat de Zulia, chargé du poste de porte-parole de cette machination, decreta conformément à ce qui était prévu, un soi-disant « état d'urgence environnementale » afin d'accompagner, de façon alarmante, ce plan déstabilisateur et anti-écologique.

Le simple but de ce plan était, non seulement, de discréditer la capacité de démarrage des opérations pétrolières affectées par la paralysie du travail mais

aussi, de dénoncer que « des dégâts de pollution inhabituels étaient en train de se développer dans le lac Maracaibo ». Avec cela, ils espéraient semer la panique au sein de la population de Zulia, en plus de provoquer le rejet généralisé des vénézuéliens pour les dangers que tout cela pourrait entraîner. Afin de parvenir à leurs fins, ces saboteurs provoquèrent d'innombrables dégâts, la destruction d'équipements pétroliers, la paralysie des machines, le brouillage des systèmes, l'avarie des dispositifs et l'abandon des travaux de prévention des risques. Ils utilisèrent aussi des systèmes sophistiqués spécialisés pour provoquer des fuites de pétrole, et tout cela dans le style opératoire technologique typique de la technocratie putschiste.

Plusieurs valves des centrales – qui sont généralement bloquées afin d'éviter les fuites de pétrole – furent délibérément débloquées afin de favoriser le débordement des citernes. Dans les centrales, les bassins de collecte du pétrole, qui servent comme conteneurs ou barrières préventives des fuites, furent intentionnellement perforés ou détruits afin de permettre le déversement du pétrole dans le Lac.

Le sabotage du système de transport –composé, entre autres, de barques et de remorqueurs servant à déplacer les pétroliers - fut mis en évidence par les dégâts causés ainsi que par les opérations délibérées de paralysie, comme les avaries occasionnées aux systèmes électriques et aux salles des machines ainsi que les dégâts aux systèmes de démarrage des embarcations, destinés à les entraver. Ils préméditèrent la démobilisation des embarcations qui furent envoyées en cale sèche, sabotant ainsi leur utilisation. Ils endommagèrent aussi les émetteurs radio de plusieurs barques, cherchant ainsi à empêcher leur utilisation pour le nettoyage des fuites.

D'autres manifestations de ce sabotage pétrolier criminel consistent en la destruction délibérée des systèmes automatiques de remplissage, occasionnant des pertes du patrimoine, des dégâts environnementaux et la duperie de la confiance publique, en plus des conséquences politiques déstabilisatrices de la paix sociale. Toutes ces actions, qui furent amplement dénoncées et répudiées, doivent être gravement punies et leurs responsables doivent être obligés à réparer les dégâts occasionnés. Pour notre Fédération, il est important de souligner que les « dénonciations » du personnel de « Gente del petróleo » (les gens du pétrole) et du Gouverneur régional commencèrent au fur et à mesure de l'apparition, dans le Lac, de taches de pétrole à proximité des installations pétrolières sabotées–planifiées et dirigées par les saboteurs – .

Le réseau de surveillance quotidienne du Lac de Maracaibo, à charge de cette Fédération – composée de pêcheurs, d'ouvriers et de professionnels du pétrole ainsi que de quelques employés qualifiés de PDVSA directement liés au service de Sécurité, hygiène et environnement (SHA)- a fourni des informations extra-officielles et actualisées de la situation environnementale des installations

pétrolières des côtes occidentales et orientales situées dans les zones d'influence des aires lacustres adjacentes aux régions Nord et Centre. Ceci donne du poids aux informations qu'ils diffusent et où ils détaillent les dégâts occasionnés aux installations pétrolières du Lac. Depuis plus de trois décennies, ils dénoncent les fuites chroniques de pétrole brut dans cette région.

Le démasquage de la technocratie pétrolière qui dirigea le sabotage de ces installations aidée de la « gestion publique » de l'information relative aux fuites dans le Lac, fut renforcé par les démentis de la Ministre Ana Elisa Osorio (MARN) liés à la déclaration « d'état d'urgence environnementale » du Gouverneur Rosales ainsi que par la nécessité de renverser la situation d'opacité d'un PDVSA converti de façon technocratique en une « boîte noire » impossible à superviser. Sa transformation en une transparente « boîte de cristal » par le biais d'une renationalisation doit être soutenue par un processus d'assainissement administratif qui arrache la racine du « staff » technique enclin à cette gestion technocratique et anti-écologique du secteur pétrolier.

La forte résistance conférée par les élites technocratiques du secteur pétrolier cherche à gêner la gestion gouvernementale de l'hygiène, de la sécurité et de l'environnement. Sur le plan strictement environnemental, de telles castes avaient soutenu historiquement le « méga-état pétrolier », qui fut décrit par des chercheurs comme Gaston Parra Luzardo et Carlos Mendoza Potella, ainsi que par d'autres secteurs (Asopetroleros), lorsqu'ils questionnèrent la gérance putschiste qui occupa PDVSA jusqu'à il y a peu, dénonçant les expressions « pseudoenvironnementales » de sa politique libérale et technocratique d'ouverture pétrolière, absente des mécanismes efficaces de protection et de surveillance environnementale inclus dans les clauses relatives aux conventions pour l'exploration et l'exploitation des aires pétrolières. Au nom d'un ambigu discours de « liberté », cette gérance laissait aux investisseurs multinationaux « l'autocontrôle » et l'exclusivité de ses propres études environnementales. Le soutien du néolibéralisme par les lois environnementales du Venezuela laissa, dans la pratique, la protection des écosystèmes au bon sens des investisseurs.

Rappelons-nous des précurseurs de l'écologisme de la conservation (Henry Pittier et Arturo Eichler, entre autres) qui prédiquèrent avec force, durant la première moitié du siècle passé, la nécessité de créer des mécanismes institutionnels, des mesures et des politiques environnementales qui couvrent la nécessité souveraine de notre pays de protéger les écosystèmes naturels compris sur le territoire de la Nation. Ces précurseurs dénoncèrent que les élites et les classes dominantes avaient fait omission de telles préoccupations écologistes, lesquelles naquirent sur notre propre sol. Dans ce cadre, ces élites provoquèrent une longue période de destruction environnementale, favorisée par une technologie pétrolière non durable et complaisant les régimes dictatoriaux successifs, jusqu'à ce que les marchés énergétiques nord-américains exigent au Venezuela un pétrole contenant moins de soufre afin d'assainir l'atmosphère.

Cette induction depuis l'extérieur se traduit en, ce qui fut appelé, « la nationalisation Chucuta » (1976-77), laquelle intronisa la gérance de la fraude pétrolière – et postérieurement du sabotage – qui aboutit finalement à la gestion de l'augmentation des passifs environnementaux au Venezuela – et particulièrement au Lac de Maracaibo.

Pour toutes les raisons décrites ci-dessus, la Fédération rejette la menace criminelle que signifie, pour le bassin du Lac Maracaibo, le plan de sabotage des installations pétrolières exécuté par les bandes de boycott technologique appartenant à l'ancienne gérance du PDVSA.

Elle dénonce « l'utilisation de la contamination environnementale » comme arme politique et manoeuvre terroriste menant à une tentative d'écocide ainsi que les méprisables délits environnementaux ne pouvant en rien être différenciés, de par leur nature, des explosions terroristes des oléoducs ou de l'incendie volontaire des puits pétroliers, des actions délibérées provoquant des risques écologiques d'une envergure inestimable et des dégâts prolongés à l'environnement naturel.

Elle dénonce aussi que cette lignée d'actions de sabotage, suivie d'une campagne alarmiste bien orchestrée, a causé une énorme angoisse à la population de Zulia, avec de cruels effets sur la portion infantile de la population. Elle fait partie d'une chaîne d'actes de sabotage menaçant de provoquer des sinistres mettant en danger l'intégrité des populations adjacentes aux installations ou aux véhicules industriels, chaîne initiée avec les navires pétroliers devant Maracaibo, le sabotage des réservoirs d'essence et de gaz ainsi que la paralysie criminelle des divers centres de pétrochimie.

Le groupement exige une opération immédiate d'assainissement administratif ainsi que l'extirpation des cadres techniques toujours en place dans ce secteur, lequel fut complice de la funeste gestion anti-écologique de la vieille PDVSA. Elle dénonce l'hypocrite retournement de veste de certaines fondations et organisations « environnementalistes » face aux fuites de pétrole de ce supposé « désastre environnemental » dénoncé par le Gouverneur régional.

Certaines de ces soi-disant organisations « environnementalistes » sont financées par des corporations polluant l'environnement et se cachent derrière le faux discours de la technocratie pétrolière – qui les utilise à son tour afin de « blanchir » et légitimer sa gestion non-durable. Un grand nombre de ces organisations cherche à faire connaître la réalité telle qu'elle est directement vécue à Maracaibo, où les fuites pétrolières qui se produisirent dans le Lac sont des faits courants, mais ne firent jamais de campagne soutenues, pas même pour rendre le problème visible. De telles corporations et organisations « brillent aujourd'hui » en participant à la farce alarmiste du Gouverneur régional, associé actuel de la Coordinadora « Democrática ».

Finalement, la Federación Ecologista Zuliana se compromet à tenter de récupérer le PDVSA à des fins de réhabilitation sociale et écologique de la Nation

vénézuélienne souveraine, en promouvant activement un nouveau et authentique profil communautaire et environnementaliste pour le PDVSA, pour la transition vers un Venezuela et une Planète où l'énergie ne soit pas une source de mort et de souffrance pour les êtres vivants.

---

**Source:** BULLETIN DU RESEAU OILWATCH. - Numéro 35 .-Febrero 2003

### 3. SABOTAGE TECHNOLOGIQUE DE PDVSA ET FUITES PETROLIERES DANS LE LAC MARACAIBO

Venezuela, juin 2003  
Jorge Hinostraza

Face à l'état d'alerte qui se propagea suite à la diffusion des nouvelles relatives aux fuites de pétrole qui advinrent dans le lac Maracaibo en janvier 2003, et à « l'état d'urgence environnementale » décrété par le gouverneur de l'état de Zulia, Manuel Rosales ; dans le contexte des mobilisations politiques convoquées par des secteurs d'opposition au gouvernement national ; préoccupés par les écosystèmes qui fournissent la base naturelle de la société dans laquelle nous vivons ainsi que la qualité de vie de la population ; en qualité de membres de la communauté académique de l'Université de Zulia, de groupes environnementalistes et d'organisations populaires compromises avec la transformation sociale de la région de Zulia et du Venezuela, nous avons assumé notre responsabilité d'initier une recherche qui permette d'éclairer les faits liés à la paralysie arbitraire des opérations de l'industrie pétrolière nationale à cause d'un groupe de gérants de PDVSA alignés avec la stratégie de conspiration de la Coordinadora Democratica (Coordination démocratique).

A partir du 2 décembre 2002, une partie des cadres supérieurs et des directeurs de Petroleos de Venezuela S.A. (PDVSA) appelèrent à la paralysie de l'industrie pétrolière vénézuélienne, ce qui déboucha sur la chute totale de la production de gaz et de pétrole brut provenant de l'ouest du pays. Ils provoquèrent également l'échec délibéré des plans de contingence prévus pour assurer la continuité opérative de l'industrie dans les différentes localités, la sécurité des installations ainsi que pour empêcher d'engendrer des dégâts à l'environnement et à la santé des personnes.

Dans la région occidentale, cette grève signifia que plus de 60% des cadres supérieurs délaissèrent leur travail au sein des activités opérationnelles de routine, ce qui mena à l'abandon, à l'endommagement et à l'effondrement de la production et de la gestion du pétrole brut, du gaz, de l'eau, de la vapeur et du réseau électrique de l'industrie. Une grande partie de l'infrastructure pétrolière fut l'objet d'un sabotage systématique, exécuté par les mains expertes d'auteurs ayant profité de l'absence généralisée de protection des installations due à l'abandon des travaux. Parallèlement, l'industrie pétrolière fut victime de vandalisme et de cambriolages massifs qui affectèrent, de façon généralisée, les opérations de

production de pétrole brut, de compression et de fractionnement du gaz. Entre autres aspects importants, on remarque en particulier la destruction et l'obstruction du matériel et des installations dans le but délibéré de provoquer des épanchements d'hydrocarbures dans les environnements lacustres et terrestres, ainsi que la profonde détérioration du service de vente d'essence et de gaz domestique à la population.

La participation du personnel de confiance aux actes de sabotage fut mise en évidence par la perpétration d'actions dont la nature ou la condition nécessite de l'expertise, de la capacité et une opportunité permettant d'atteindre délibérément les effets de paralysie et d'effondrement des installations.

Le plan exécuté pour détenir l'industrie pétrolière nationale tira profit de l'expertise technique du personnel qualifié ainsi que de la discipline industrielle propre à l'organisation de cette corporation et en particulier, de la subordination qui prédomine au niveau des réseaux de commandement. Ceci est particulièrement vrai dans les domaines de majeure complexité technologique qui furent soumis au sabotage, se différenciant des actions ne nécessitant pas une connaissance profonde du fonctionnement de certaines installations, mais requérant malgré tout des agissement dirigés techniquement. A cela, il faudra rajouter les conséquences résultant du retrait de la surveillance sur terre et dans le lac, et en particulier, la vague massive de vols et de vandalisme qui frappa l'industrie durant la grève.

La logique générale du sabotage fut de commencer par la paralysie des opérations finales du processus pétrolier (chargement du pétrole brut dans les terminaux maritimes) afin d'assurer que toutes les phases antérieures (remplissage des citernes, transport du pétrole brut dans les oléoducs, récupération du pétrole dans les stations de séparation, etc...) soient successivement paralysées par inertie à cause de la saturation en pétrole brut et ce, jusqu'à l'arrêt forcé des puits. Ce processus fut accompagné par la paralysie de diverses installations clés, comme les centrales de compression du gaz, de vapeur, de génération électrique, de transformation et même, par l'obstruction des oléoducs par du pétrole brut lourd, etc., dont l'immobilisation aurait rendu impossible toute reprise rapide de la production en cas de tentative de réactivation. A cause du caractère systémique des mécanismes et processus de la production pétrolière, le blocage de certains composants conduit nécessairement à l'interruption de l'ensemble. Ceci est particulièrement significatif dans le cas du sabotage des centrales de fractionnement et de compression du gaz dont dépendent les ramifications opératives partant ou allant vers les puits (gas lift) ainsi que le gaz associé, les centrales électriques (gaz combustible), le gaz de la ville, de la pétrochimie et de la distribution des combustibles.

La participation de INTESA à la provocation de l'effondrement de PDVSA fut déterminante si l'on considère que cette entreprise contrôle toute l'infrastructure, les installations et le matériel, ainsi que les archives financières, géologiques, techniques, budgétaires et commerciales de l'entreprise depuis 1997. Elle contrôle, en outre, le personnel de soutien technologique de l'information de PDVSA sur

lequel repose le contrôle décisif de la production, du raffinage et de la distribution du pétrole brut et de ses dérivés.

INTESA exerça son pouvoir de contrôle par ordinateur afin de paralyser l'embarquement, le déchargement et l'entreposage du pétrole brut dans les différents terminaux de chargement, ainsi que pour arrêter le fonctionnement de la plupart des centrales de séparation, de compression, de transformation, de remplissage du combustible, des tuyauteries automatisées, etc.. Elle s'assura de que la manipulation des réseaux informatiques ne soit accessible qu'aux détenteurs de clés secrètes d'accès au système, tous employés d'INTESA et participant à la grève. Le système fut ainsi séquestré par un accès clandestin précautionneusement préparé à l'avance.

Cet implacable sabotage informatique impliqua l'utilisation de modems occultes installés à l'intérieur des murs et des bureaux et permettant d'opérer à distance, par téléphone. Il faut aussi signaler l'utilisation du réseau Internet pour accéder à l'intranet de la corporation, dont le système utilise à la fois les communications par satellite, par micro-ondes et par radio.

Toute cette plateforme technologique fut utilisée à des fins de sabotage : afin d'empêcher le contrôle des opérations par ceux qui poursuivirent leur travail, d'isoler l'occident par rapport aux bureaux centraux de PDVSA à Caracas, de détruire les bases de données contenant les informations relatives aux activités de routine et d'éviter l'identification des opérateurs des diverses installations et machines. Elle visa l'éventuelle suppression des systèmes d'opération des serveurs, la déconfiguration des routeurs et finalement, le démantèlement de tout le système d'information et de contrôle à distance des opérations automatisées. Cela mena le personnel qui resta à son poste de travail à une incertitude totale par rapport aux valeurs réelles établies aux points de contrôle des processus et l'obligea à présumer un risque excessif quant à la gestion des installations qui le poussa à procéder à la vérification détaillée des paramètres de contrôle des centrales et équipements avant de procéder à leur démarrage. A cause de cela, la réinitialisation des opérations fut très lente et minutieuse.

Tout comme nous l'avons affirmé antérieurement, le sabotage électronique fut accompagné par un blocage physique direct des installations afin d'empêcher la production de pétrole brut. En effet, comme toute la production n'obéit pas aux contrôles automatisés, il est évident qu'il fut nécessaire d'utiliser la tactique de poser des obstacles, même sur le terrain, pour empêcher un démarrage immédiat des opérations pétrolières au cas où les saboteurs auraient éventuellement perdu le contrôle de la situation.

L'évolution de la grève présenta deux phases. Lors de la première, l'absence de la gérance et la perte de contrôle des systèmes automatisés provoquèrent le désarroi du personnel travaillant ainsi que la paralysie de la production. Lorsque la production descendit à « zéro barils », les leaders responsables de la paralysie

offrirent une vision triomphaliste qui fut précipitamment diffusée et applaudie cyniquement comme une preuve de l'efficacité du secteur pétrolier.

La seconde phase du sabotage se caractérisa par l'influence des initiatives de regroupement de la gérance et par la réactivation de la production, exécutées par la partie du personnel constituée des cadres supérieurs, des contractuels et du personnel sous-traitant qui ne se joignirent pas à la grève. Par opposition, le boycott passa des actions « virtuelles » réalisées à partir des réseaux informatiques, aux actions de terrain réalisées au niveau des installations terrestres et du lac.

Notez que les actions de sabotage direct qui provoquèrent la pollution environnementale à cause des fuites de pétrole dans le lac et sur terre, des explosions et des incendies sur terre, se produisirent justement aux moments où la réponse de réactivation productive du personnel avait déjà commencé à donner ses fruits et tandis que les explications du secteur pétrolier visant à mettre en évidence l'échec du personnel étaient orientées vers la démonstration du manque d'expérience de ceux qui assumèrent la responsabilité de la production. Ceci se produisit durant la deuxième semaine du mois de janvier 2003.

Plusieurs compagnies sous-traitantes participèrent directement, avec des degrés d'engagement divers et en remplissant des rôles différents, à la conspiration et à l'exécution du sabotage des installations et des activités de l'industrie pétrolière. Parmi celles-ci figurent VENEZUELA DIVER, COMASSO, SERVICIOS OJEDA, CASCOJET, TUBOSERVICIOS, CORLAGO, LISA, PAPAGAYO, SAMFORD, CRAFT et TURISLAGO.

Dans le district de Zulia, l'amplitude du territoire occupé par les installations pétrolières fut un facteur favorable au plan de sabotage, en particulier dans les zones où la surveillance de l'armée et de la Garde nationale ne parvinrent pas à être suffisamment efficaces, ou là où elles ne furent pas présentes. Le sabotage fut favorisé par la maîtrise externe du système de contrôle informatique de la production et par la vulnérabilité résultant de la localisation de l'industrie sur un territoire difficile à surveiller.

---

**Source:** *BULLETIN DU RESEAU OILWATCH. - Numéro 40 .- Juillet 2003*

#### 4. DEUX MORTS LORS D'UN ACCIDENT DANS UNE RAFFINERIE AU VENEZUELA

(AFP) – Deux travailleurs sont morts et deux autres ont été blessés lors d'un accident dans la raffinerie « El Palito », dans l'état du Carabobo, à 100 Km à l'ouest de Caracas, a informé la compagnie étatique « Pétroles du Venezuela » (PDVSA) présente dans la zone. Selon un communiqué de la gérance de cette raffinerie “Guillermo Pérez (38 ans) et Rafael Alvarez (29 ans), tous deux travailleurs de la zone d'entretien de la raffinerie « El Palito », sont morts par asphyxie tandis qu'ils effectuaient une activité de routine dans la centrale de Louage du complexe de raffinage”.

Les deux travailleurs blessés ont été transportés dans un hôpital proche et “se trouvent dans des conditions stables”, ajoute le communiqué. Le gérant de la raffinerie, Asdrubal Chávez, déclara lors d'une conférence de presse qu'un comité technique établira la cause des décès.

“Nous n'avons pas eu d'explosion, ni d'incendie, ni de fuite, la centrale est en état opérationnel”, a signalé le gérant aux journalistes, et il a ajouté qu'il n'écarte pas la possibilité d'un sabotage comme cause de l'accident.

---

**Source:** BULLETIN DU RESEAU OILWATCH. - Numéro 41 .- Septembre 2003

#### 5. LE GAZ NATUREL CONQUIERT PARIA ET LA PLATEFORME DELTANE

Les deux projets rendront possible la construction du complexe industriel Maréchal de Ayacucho, des installations similaires à celles de José dans l'Etat Anzoátegui où l'on utilisera le gaz naturel provenant des exploitations en mer ouverte comme source d'alimentation pour une série de centrales productrices de fertilisants et de produits pétrochimiques. La promesse énergétique d'il y a au moins trois ans paraît se concrétiser enfin, après un long processus de révisions, de négociations, d'avancées et de reculs. Le développement des réserves de gaz naturel, un hydrocarbure qui dans le passé a été considéré comme un obstacle pour les pétroliers de l'industrie nationale, a pu se concrétiser sous forme de deux grands projets qui se matérialiseront dans la partie orientale du pays et qui, en tenant compte des emplois directs et indirects durant la phase de construction, fourniront approximativement 250.000 emplois.

Le plus avancé des deux projets est celui appelé « Maréchal Sucre », substitut du projet manqué « Christophe Colomb » de la décennie des années 80. Il a comme objectif d'exploiter les réserves de gaz naturel existantes au nord de la péninsule de Paria et dont le noyau est représenté par une centrale de liquéfaction de gaz dont la production est réservée principalement pour la côte Est des Etats-Unis.

L'autre projet, qui sera exécuté au nord du Delta de l'Orénoque, en plein Océan Atlantique, est non seulement plus ambitieux mais aussi plus complexe, parce qu'il s'exprimera par la réalisation d'activités d'exploration et d'exploitation de gaz naturel par un plus grand nombre d'entreprises et dans une zone territoriale plus ample. Le Ministère de l'Energie et Mines, qui dicte la politique pétrolière nationale et la compagnie Pétroles du Venezuela, qui exécute celle-ci, devront diriger des efforts importants en matière de supervision et coordination entre les différents partenaires qui participeront à cette nouvelle affaire conjointement avec la corporation étatique.

#### **a) DEPASSER LE 7<sup>e</sup> RANG**

Jusqu'à maintenant le Venezuela occupait la septième place parmi les pays du monde ayant les plus grandes réserves de gaz naturel, après la Russie, l'Iran le Qatar, les Emirats Arabes Unis, l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis.

Dans le cas vénézuélien, les ressources de cet hydrocarbure —qui collaborent ou non à la production pétrolière— atteignent environ 227 milliards de mètres cubes. De cette quantité, 146 milliards de mètres cubes sont des réserves prouvées, et 91% d'entre elles sont sujettes aux fluctuations de la production pétrolière.

Ceux qui ont défendu l'expansion de l'industrie du gaz naturel dans le pays prennent en considération cette réalité, c'est-à-dire, la grande dépendance que présente actuellement la production de cette ressource face à l'activité pétrolière.

Ceci, et sans compter le déficit existant sur le marché national - spécialement en occident—, explique la grande nécessité d'aller à la recherche de gisements avec l'intention d'augmenter les réserves prouvées, d'attaquer les marchés croissants de l'extérieur et de promouvoir la consommation de ce combustible, plus propre et économique, sur le territoire national.

Il est important de dire que Marechal Sucre, tout comme les travaux sur la Plateforme Deltane, représentent à peine une petite partie de l'univers représenté pas les nécessités financières globales de ce secteur, besoins évalués à plus ou moins 100 milliards de dollars, nécessaires pour faire avancer un ensemble de projets de gaz naturel via l'exploitation des réserves que possède la nation face à ses côtes.

Mais cela pourrait aller encore plus loin, comme le signale le directeur de Projets et Plans de la Direction des Hydrocarbures du Ministère de l'Energie et des Mines, Luis Vierma, lequel a calculé que cette quantité, qui sera exécutée en une quarantaine d'années, reste encore "conservatrice".

## **b) PARIA AVANT TOUT**

Le début des opérations du Maréchal Sucre, à Paria, se manifestera par l'obtention d'environ 700 millions de dollars par an durant 25 années. Approximativement 1,5 milliard de dollars seront destinés à acheter des biens et des services nationaux.

Ce projet de liquéfaction de gaz est un projet dans lequel le Fisc national, Pétroles du Venezuela, Shell, Mitsubishi et le partenaire stratégique de l'Exécutif, espèrent obtenir un peu plus de 14,52 milliards de dollars durant le quart de siècle que le contrat est censé durer.

Selon les calculs de la source susmentionnée, une fois les opérations démarrées – ce qui est prévu pour 2007 selon le chronogramme- le pays obtiendra approximativement 700 millions de dollars par an, grâce à l'exportation de 4,7 millions de tonnes métriques vers les marchés de la côte Est des États-Unis et à la commercialisation d'environ 300 millions de pieds cubiques à l'intérieur du pays.

De ces 14,52 milliards de dollars, le Venezuela obtiendrait 11,03 milliards de dollars, répartis comme il s'en suit: 5,24 milliards pour PDVSA, 4,44 milliards de dollars pour les impôts et 1,35 milliard de dollars pour le paiement de redevances.

Le vice-ministre des Hydrocarbures, Bernardo Alvarez, a expliqué que dans le processus de sélection des entreprises qui accompagneront le PDVSA dans cette initiative, ont été considérées les conditions suivantes avec pour objectif, la création de privilèges pour l'Etat:

- Intégration verticale du commerce.
- Garantie d'accès et mise en valeur de marchés attractifs.
- Participation sur les terminaux de regazéification déjà existants.
- Ravitaillement sécurisé du marché interne.
- Un plus vaste contenu local en matière de signature de contrat de biens et de services.
- Application de programmes de formation de capital humain et de diffusion technologique.
- Développement d'un complexe industriel de gaz sous le concept d'un ensemble industriel, c'est-à-dire qui s'apparente à celui qui existe déjà à José, état d'Anzoátegui.
- L'acceptation du cadre légal et fiscal de la République Bolivarienne du Venezuela.

Le projet Maréchal Sucre naîtra grâce à la construction d'un train de liquéfaction de gaz naturel, alimenté par les réserves (environ 10,3 trillions de pieds cubiques de gaz) localisées au nord de la Péninsule de Paria, Etat de Sucre. Dans cette zone, il est prévu de perforer environ 34 puits distribués entre 4 gisements: Río

Caribe, Patao, Mejillones et Dragón. Durant l'exécution des travaux, approximativement 1,5 milliard de dollars seront destinés à l'achat de biens et de services nationaux.

A la fin du premier semestre de cette année, celui qui était à l'époque ministre d'Energie et des Mines, Álvaro Silva Calderón; le président des Pétroles du Venezuela, Alí Rodríguez Araque; la présidente exécutive de Shell Gas and Power, Linda Cook, et le directeur de Mitsubishi Corpotation, James Brumm, se sont compromis, au Salon Ayacucho du Palais de Miraflores, à commencer les études nécessaires pour établir la portée économique de l'exploitation des champs de gaz naturel non associés à la production de pétrole brut localisée au nord de la Péninsule de Paria.

Ce processus, qui devrait être fini avant la fin juin 2003, doit se concrétiser avec la signature du contrat définitif auquel les parties seront soumises. Il restera alors encore du temps pour éclaircir quelques inconnues liées au futur de Maréchal Sucre.

Le projet au nord de Paria représente un investissement estimé à un montant allant de 2,5 millions de dollars à 3 milliards de dollars. Dans la répartition de ce projet, l'Etat s'est réservé 60%, participation qui sera réduite si l'Exécutif décide d'inclure un nouveau partenaire, en relation avec les gestions que le Ministère de l'Energie et des Mines est en train de faire depuis quelques mois.

Cette décision serait à l'origine d'une série de conséquences importantes en ce qui concerne le déroulement de l'initiative mentionnée. En premier lieu, celle-ci ne pourrait pas se considérer comme le fruit d'une entreprise appartenant purement à l'Etat si le nouveau partenaire le devient avec au moins 11% de cette part, ce qui amènerait la participation de l'Etat vénézuélien à 49%, la limite appropriée pour, par exemple, accéder avec plus de facilités au marché des capitaux. Parce qu'il a été constaté que dans ce type de développements, il serait peut-être nécessaire d'avoir jusqu'à 70% d'argent frais provenant de la banque internationale dans le cadre de prêts directs ou de la collocation de bons.

### **c) DELTA: PREMIER SUR CINQ**

A la différence de Paria, sur la Plateforme Deltane, les acteurs sont plus nombreux. Mais la zone d'exploitation est plus vaste aussi, car les cinq zones déterminées au commencement font au total un peu plus de 6000 kilomètres carrés, face à un total de 23.000 kilomètres carrés.

L'accord-cadre pour le développement des ressources existantes dans cette région a déjà été souscrit par les représentants des entreprises et consortiums sélectionnés par l'Exécutif pour trois des cinq blocs.

British Gas (BG) va de concert avec Chevron-Texaco dans le bloc 2 (Loran). Quant aux blocs 3 et 4 (Lau Lau y Cocuina), le résultat d'un processus de

concours opposant le consortium intégré par l'entreprise d'État norvégienne Statoil-Norks Hydro et l'entreprise franco-belge TotalFinaElf n'a toujours pas été révélé.

Dans les blocs 1 et 5, il a été décidé d'employer des stratégies différentes. En ce qui concerne le premier, le Ministère de l'Energie et des Mines a décidé d'établir des négociations directes avec la multinationale British Petroleum, qui de manière similaire à la situation avec BG, maintient des opérations d'exploitation de gaz naturel dans des gisements qui vont au-delà des frontières du Venezuela et de Trinidad. Et en ce qui concerne l'autre bloc (bloc 5), l'ex vice-ministre des Hydrocarbures, Bernardo Alvarez, a expliqué que "à cause de sa complexité, qui implique des perforations à grande profondeur, la modalité de développement sera annoncée lors du premier trimestre de l'année 2003".

Le directeur gérant de l'entreprise franco-belge TotalFinaElf, Jean Michel Gires, affirme d'après ses calculs que pour le développement d'une affaire verticalement intégrée –qui irait depuis les activités d'exploration jusqu'à la commercialisation du gaz liquéfié-, il serait nécessaire d'investir approximativement 4 milliards de dollars.

L'entreprise TotalFinaElf maintient des intérêts dans le pays à travers trois projets du secteur des hydrocarbures. Dans l'association stratégique Sincrudos de Oriente (Sincor), dans la quelle ont été injectés 4,2 milliards de dollars et qui a comme but de produire 180.000 barils par jour de pétrole synthétique, elle conserve 47% des actions. Elle procède de la même manière que Pétroles du Venezuela et l'entreprise étatique norvégienne Statoil-Norks Hydro.

Dans les gisements Jusepín et Cotoperí –qui produisent actuellement entre 38.000 et 40.000 barils par jour de pétrole brut léger et dont ils pensent augmenter la capacité à 45.000 barils par jour en 2003-, ils ont investi 80 millions de dollars.

Et le gisement de gaz naturel en terre ferme Yucal Placer, où ils envisagent d'atteindre une production initiale de 100 millions de pieds cubiques carrés pour 2003, possède 69,7% du capital de l'association intégrée de l'entreprise espagnole Repsol et des entreprises vénézuéliennes Otepi et Inepetrol.

De son côté, Statoil a offert d'investir jusqu'à 3 milliards dans la Plateforme Deltane, de réaliser un apport de 10 millions de dollars à un fond de développement pétrolier destiné à financer des projets à moyen et long terme pour l'entreprise nationale et de coopérer avec Pétroles du Venezuela pour que cette compagnie devienne "un des principaux opérateurs off-shore", par l'intermédiaire de la diffusion technologique et de la formation de ressources humaines.

Le président de Statoil Venezuela, Marcel Kramer et le gérant de développement des nouveaux projets au Venezuela, Gilberto Cárdenas, assurent d'être prêts à commencer dès qu'ils recevront l'accord de l'Exécutif.

Peter Dramfield, représentant de BG, s'est montré optimiste en ce qui concerne la haute possibilité de prospection de gaz et les richesses de l'endroit. Par ailleurs, Alirio Moshire, de Chevron-Texaco, a commenté que cette transnationale aspire à ce que le gaz se trouvant dans la zone soit commercialisé aux Etats Unis.

Envoyé par: Société des Amis en défense de la Grande-Savane-AMIGRANSA  
amigransa@cantv.net

---

**Source:** BULLETIN DU RESEAU OILWATCH. - Numéro 41 .- Septembre 2003

#### 6. A ZULIA, CINQ ENFANTS SUR MILLE NAISSENT SANS CERVEAU

Un article publié par des chercheurs de l'Université de Zulia, montre que l'exposition prolongée au mercure, au plomb et au vanadium, caractéristique de l'exploitation des hydrocarbures, est étroitement liée à l'apparition d'anencéphales chez les foetus humains. Des scientifiques rattachent la contamination pétrolière à la prolifération de maladies congénitales.

A Zulia, la population cohabite, depuis 80 ans, avec la pollution causée par l'industrie pétrolière. Dans la zone de « Lagunillas », la concentration de vanadium accumulé dans les os de la population est de 300 à 500 fois supérieure à celle du Japon ou des Etats-Unis.

L'ouverture du secteur pétrolier aux investissements étrangers, un des principaux objectifs économiques du gouvernement élaboré par la compagnie *Petroleos de Venezuela*, a été décrit par le ministère d'Énergie et Mines comme « un programme permettant à la république de saisir l'opportunité de l'augmentation prévue de la demande énergétique globale ».

Ses défenseurs, au sein du gouvernement et de la compagnie pétrolière étatique, ont affirmé que le projet constitue « une opportunité pour attirer les investissements massifs directs de capitaux étrangers et de technologie de pointe destinés à améliorer la principale industrie du pays ».

Néanmoins, en dehors du gouvernement et de l'industrie elle-même, la perception vis-à-vis de l'ouverture et de ses conséquences sur la société, varie sensiblement par rapport au point de vue des auteurs de ses projets.

« L'ouverture pétrolière permettra d'exploiter les hydrocarbures dans l'entièreté du pays, à une échelle sans précédent au niveau national et probablement mondial, étant donné que le Venezuela est, de nos jours, l'Etat le plus attirant pour les investisseurs pétroliers ».

Cet avertissement fait partie d'un manifeste environnemental souscrit par le groupe « Red Alerta Petrolera » (Réseau Alerte Pétrolière), Oilwatch Orénoque, section locale de Oilwatch international. Il s'agit d'une alliance qui représente, au moins, une douzaine d'organisations écologistes non gouvernementales, dont le but est de « souligner les impacts environnementaux et sociaux que déclenchera l'ouverture ».

Les premières 80 années d'exploitation des hydrocarbures au Venezuela constituent, d'après ces organisations, « notre meilleure référence pour comprendre comment l'écrasante culture du pétrole a affecté le pays ». La dévastation de l'environnement du lac Maracaibo, l'urbanisation démesurée et parasitaire qui absorbe les ressources de la campagne et l'industrialisation artificielle, sont seulement quelques aspects de ce lamentable héritage.

La principale alerte d'Oilwatch International peut être résumée par un pronostic pas très encourageant: « Cette histoire se répétera sûrement avec l'ouverture pétrolière qui mènera, cette fois, au développement pétrolier démesuré des zones les plus éloignées, comme le Delta de l'Amacuro ».

#### **a) DOGME ET SCIENCE**

S'agit-il seulement de l'opposition dogmatique de groupes environnementalistes intransigeants, opposés à l'industrialisation et au développement ? Les résultats d'une recherche scientifique intitulée « Niveaux de mercure, de plomb et de vanadium dans le cerveau, les reins, le foie et les poumons de foetus anencéphales de la côte orientale du Lac Maracaibo », semblent démontrer le contraire.

D'après l'article publié par les scientifiques Victor Granadillo, J.E. Tahan, L.C. Barrios, L. Marcano et autres, dans le magazine scientifique international *Trace Elements and Electrolysis*, « Le mercure, le plomb et le vanadium sont des éléments toxiques présents dans l'environnement de la côte du lac Maracaibo et qui doivent être sérieusement pris en compte au moment d'étudier l'incidence de l'anencéphalie dans cette région ».

L'anencéphalie, connue aussi comme le mal des « foetus sans cerveau », constitue, d'après l'étude, « une malformation congénitale incompatible avec la vie, caractérisée par le développement déficitaire du cerveau pendant la période foetale ».

« Depuis 1994, un taux relativement haut d'anencéphalie, correspondant à 5,1 cas pour 1000 naissances, est apparu sur la côte orientale du lac Maracaibo, zone où une prolifération démesurée de l'industrie pétrolière a provoqué des effets adverses sur l'environnement et sur les êtres humains, dus au contact constant avec les éléments toxiques étudiés.

D'après l'analyse de l'incidence historique de l'anencéphalie à Zulia, les chercheurs soutiennent « qu'au cours de ces dernières 25 années, il y a eu une augmentation constante de cette maladie sur la côte orientale du lac. Durant la période comprise entre 1969 et 1982, 0,9 cas sur 1000 naissances furent enregistrés. Ce taux a augmenté à 1,5 cas sur 1000 naissances en 1982 et à 2,2 en 1993. Entre janvier et juillet 1994, 1385 naissances furent enregistrées à l'hôpital Pedro García Clara, du district de Lagunillas, parmi lesquelles 7 étaient anencéphales, soit un taux équivalent à 5,1 pour 1000. La moyenne prévue au niveau international, selon cette même étude, est d'un cas sur 1000 naissances.

## **b) CONNEXIONS**

Pour établir une relation entre l'exploitation pétrolière et les cas d'anencéphalie, il suffit de regarder les travaux du chercheur Emilio Rojas Del Castillo, du Département de génétique et de toxicologie de l'Université du Mexique, qui a déterminé que « le pétrole vénézuélien possède la plus haute concentration de vanadium au monde après le pétrole mexicain ». Rojas a publié cette découverte par Internet, en tant que partie de la recherche sur les effets de cet élément sur l'ADN.

La chercheuse argentine Elisa Carlotta Kleinsorge, auteur d'articles sur l'effet toxique du vanadium, conclut quant à elle « qu'il existe une corrélation certaine entre le vanadium et le développement de maladies cardiovasculaires et de l'artériosclérose ».

A Zulia, le toxicologue Heber Villalobos, du Département d'écologie humaine de l'Institut de conservation du lac, affirme que « bien que certains groupes de recherche démontrent que le vanadium accompli des fonctions essentielles dans les organes des espèces les plus développées, des expériences sur des insectes, des poissons, des rats et des porcs nous ont permis de démontrer que l'excès de cet élément, de même que de n'importe quel autre métal, a des effets toxiques».

Victor Granadillo, coordinateur du Laboratoire d'instrumentation analytique de L'Université de Zulia, affirme que « l'incidence des anencéphalies sur la côte orientale du lac est 5 fois supérieure aux taux attendus dans les pays plus industrialisés ».

D'après Granadillo, « la géologie de la région se caractérise par la présence naturelle de vanadium, mais la magnitude atteinte par l'exploitation pétrolière au cours de ces 80 dernières années a provoqué une augmentation des concentrations de cet élément dans l'environnement. Une étude réalisée à partir d'échantillons provenant de notre laboratoire d'anatomie pathologique, prouve que la concentration de vanadium accumulée dans les os de la population du district de Lagunillas est 300 à 500 fois plus élevée qu'au Japon ou aux Etats Unis, pays fortement industrialisés.»

### **c) « ...AUX DEPENS DE LA SANTE »**

Et quelle est la relation directe entre le vanadium, le reste des métaux toxiques générés par l'exploitation pétrolière et l'anencéphalie des fœtus de Maracaibo ? Granadillo répond : « Nos recherches nous ont permis de trouver qu'il existe des accumulations anormales de vanadium, de mercure et de plomb dans le cerveau, les reins, le foie et les poumons des fœtus anencéphales ».

Plus précisément, le travail est basé sur l'étude de 20 fœtus anencéphales nés dans la région et sur 20 fœtus n'ayant pas présenté ce mal utilisés comme témoins. « Les niveaux de mercure et de plomb étaient significativement plus élevés dans les reins et le foie des anencéphales, tant dis que le vanadium n'a été trouvé exclusivement qu'au niveau du cerveau ».

« A Zulia, cela fait plus de 80 ans que l'on maintient ce pays avec notre pétrole, aux dépens de la santé des gens de la région », conclut finalement Granadillo. « Ici, personne n'est exempté de souffrir de maladies dues à la pollution par des éléments toxiques, de même qu'aucun couple en âge de se reproduire n'échappe au risque qu'une grossesse aboutisse à de telles conséquences », dit le chercheur tandis qu'il montre du doigt les perturbantes photos de fœtus sans cerveau étudiés dans le cadre du rapport.

« Dans notre région, on a un complexe pétrochimique, le Tablazo ; la ville est parsemée d'usines industrielles qui traitent des hydrocarbures, du ciment, de la chaux et du charbon, ainsi que de cheminées qui génèrent des gaz toxiques dans les centres urbains et d'une usine thermoélectrique qui brûle constamment du coke, un type de pétrole résiduel contenant 12% de vanadium. Ce qui nous reste est un lac contaminé, une ville poussiéreuse, des sources d'eau et de nourriture exposées aux métaux et autres toxiques, des bactéries, des virus et des composés moléculaires responsables des maladies ».

### **d) CENDRE TOXIQUE**

Le toxicologue Heber Villalobos, docteur en Sciences médicales de l'université de Zulia, dirige l'unité d'écologie humaine de l'Institut pour la conservation du lac Maracaibo. Cette impressionnante installation scientifique est située à quelques mètres des trois gigantesques cheminées en béton de l'usine thermoélectrique Ramón Laguna, de Enelven, qui fournit l'électricité à Maracaibo grâce à la combustion massive de coke, un résidu pétrolier à teneur élevée en vanadium et autres métaux lourds.

Selon Villalobos, « nous avons prouvé, à la Faculté d'agronomie de l'Université de Zulia, que le vanadium produit des effets génotoxiques (mutations et maladies héréditaires) sur des insectes, des souris, des rats, des poissons et des porcs. En effet, le vanadium a provoqué des malformations très importantes du tube nerveux des descendants de tous les individus étudiés. »

« Malheureusement, continue Villalobos, notre pétrole contient beaucoup de vanadium. Les raffineries de la péninsule de Paraguaná produisent des cendres contenant une grande quantité d'un des composés les plus toxiques, le pentoxyde de vanadium. Lors de notre visite de l'installation avec une commission de l'Université de Zulia, il y avait des dépôts contenant, au moins, 600.000 tonnes de cendres. Dans l'actualité, ils sont probablement supérieurs à un million de tonnes, et cette situation n'a toujours pas été corrigée ».

Le danger de l'existence de ses dépôts est qu'ils se trouvent à quelques mètres du bord de la plage. Le vent et l'eau de pluie entraînent ces éléments vers l'environnement.

Les malformations congénitales sévères, comme l'anencéphalie, « ont un taux d'incidence trois fois supérieur dans le district de Lagunillas- une des principales zones pétrolières de la région-, que dans le reste du Venezuela. Dans certains pays très industrialisés, comme le Japon, on a observé des taux d'anencéphalie très bas, d'un cas sur 2000. Par contre au nord de L'Irlande, à Belfast, l'incidence est très élevée, d'un cas sur 125. Il s'agit d'une région très proche de la zone pétrolière de la Mer du Nord.

« Est-il dès lors possible d'interpréter les résultats de ces recherches comme une preuve certaine de la relation entre la pollution causée par des métaux lourds et des maux aussi sévères que l'anencéphalie ? » Villalobos préfère rester prudent. Il est très difficile d'accuser un composant de provoquer des malformations du tube nerveux, car elles peuvent dépendre de multiples facteurs. Cependant, il y a trois faits qui nous préoccupent beaucoup : le premier est la haute incidence d'anencéphalie dans le district de Lagunillas, à Zulia ; le deuxième est que les composants du vanadium produisent des effets génotoxiques sur des animaux de laboratoire, très similaires à ceux qui se présentent sur des êtres humains, et le troisième est que le pétrole du Venezuela contient la plus haute concentration de vanadium au monde. On nous trouvons face à plusieurs faits qui se connectent entre eux, mais nous devons chercher encore plus loin avant de pouvoir affirmer une relation de cause à effet ».

## **E) SANTE : LA GRANDE ABSENTE**

Après des décennies de dégâts à l'environnement et de hauts niveaux de pollution, l'industrie pétrolière actuelle a élaboré un plan pour liquider une partie de la dette connue comme « passif environnemental » et pour diminuer les futurs effets négatifs. Ce plan d'investissement environnemental s'élève à 312 milliards de bolivars pour la période comprise entre 1998 et 2006, mais il n'inclut pas, parmi ses indicateurs, l'aspect de la santé des habitants des zones d'exploitation pétrolière.

La compagnie *Petroleos de Venezuela* distribue ses investissements environnementaux selon les rubriques suivantes: les effluents liquides (26%), les émissions atmosphériques (36%), les déchets industriels (24%), les plans de

contingence (4%) et la catégorie « autres investissements » (10%), ne reprenant même pas la variable santé.

Cependant, l'industrie n'est pas la seule responsable de l'absence de la santé au sein du plan d'investissements environnementaux de PDVSA. En effet, il s'agit d'une affaire de politique environnementale qui dépend du ministère de l'Environnement et de Ressources naturelles renouvelables. Or, celui-ci n'exige pas que la santé soit incluse dans les évaluations de l'impact environnemental, une condition requise pour toute opération pétrolière.

Se référant à la nécessité d'inclure la santé dans ces rapports, Heber Villalobos, spécialiste en toxicologie de l'institut pour la Conservation du lac, signale que le règlement partiel de la Loi Organique sur l'Environnement concernant les évaluations d'impact environnemental, « n'inclut absolument rien sur la qualité de vie et sur la santé des êtres humains, comme si leur finalité n'était pas le fait de protéger la santé humaine. »

Carlos Corrie, de *Petroleos de Venezuela*, signale que l'industrie est en règle avec toutes les exigences du ministère de l'Environnement, qui en est l'entité directrice. D'après Corrie, « PDVSA est consciente que le mot environnement s'étend à l'aspect socio environnemental ; c'est pourquoi nous analysons préalablement la technologie qui sera utilisée, ainsi que ses effets sur les communautés voisines, comme l'augmentation de la population, l'utilisation de l'eau, les besoins en hôpitaux ou en écoles ».

La recherche scientifique sur les malformations congénitales dues aux métaux contenus dans le pétrole qui fut réalisée par l'université de Zulia devait, en principe, être réalisée de manière conjointe avec PDVSA, dit Victor Granadillo, scientifique de cette institution.

*Petroleos de Venezuela* (PDVSA) était favorable au financement de cette étude, d'un coût significatif. Mais sa condition était que les résultats soient remis à l'industrie et qu'ils soient gardés totalement confidentiels. Nous ne sommes arrivés à aucun d'accord car nous ne pouvions pas accepter cette condition. », affirma-t-il.

---

**Source:** BULLETIN DU RESEAU OILWATCH. - Numéro 39 .- Juin 2003

## 7. STATOIL INVESTIRA PLUS DE 3 MILLIARDS DE DOLLARS POUR LA PLATE-FORME DU DELTA

Venpress, Caracas, Venezuela- Selon Dag Mork-Ulnes, il s'agit d'un des principaux investissements de son pays à l'étranger. La compagnie norvégienne a reçu une licence pour l'exploration et l'exploitation du bloc 4. « Nous allons transférer notre industrie pétrolière vers le Venezuela ».

Selon l'information fournie par l'ambassadeur de Norvège au Venezuela, Dag Mork-Ulnes, à Venpress, l'entreprise publique norvégienne Statoil, chargée de l'exploration et de l'exploitation de la plate-forme Deltana située dans le bloc 4, investira entre 3 et 5 milliards de dollars pour le développement du projet. « Il s'agit d'un investissement à long terme, comme toujours dans le secteur pétrolier, qui est estimé entre 3 et 5 milliards de dollars ».

Nous sommes ici afin de produire et d'exporter durant les 35 prochaines années », signala le diplomate. Il est important de souligner que la plate-forme Deltana renferme les plus intéressantes concentrations de gaz non associé du pays, qui ont été évaluées à près de 40.000 milliards de pieds cubiques et qui devraient garantir au Venezuela d'être un des principaux fournisseurs de cet hydrocarbure pour l'hémisphère occidental durant les prochaines vingt années. L'ambassadeur Dag Mork-Ulnes déclara, au sujet de cette licitation, qu'il s'agit du principal investissement de son pays à l'étranger.

« Il est très important pour nous car il correspond au transfert de notre technologie pétrolière au Venezuela ». Il fit également remarquer que l'environnement a été pris en compte afin de rendre l'exploration et l'exploitation possibles, et que des études sont réalisées actuellement afin d'assurer sa conservation et préservation durant la réalisation des travaux.

« Le thème de l'environnement nous préoccupe beaucoup car il occupe une place privilégiée dans l'agenda norvégien. Il y a deux semaines, nous avons visité la région avec des experts de Statoil Norvège afin d'étudier la vulnérabilité de l'écosystème ainsi que les particularités culturelles de la région, et nous croyons qu'il est possible d'en développer les ressources gazeuses sans perturber l'environnement. »

Le développement du programme en est à sa phase initiale et les techniciens travaillent à la préparation de la seconde phase, qui commencera à la fin de l'année et qui sera liée à l'exploration. « Cette phase pourrait durer jusqu'à trois ans avant de pouvoir commencer à produire du gaz (...) et nous espérons générer beaucoup d'emplois », déclara le représentant de la mission norvégienne au Venezuela.

#### **a) LICITATION**

Statoil a reçu la licence pour l'exploration et l'exploitation d'un de ses 5 blocs en février dernier, suite à l'exécution du processus établi par la Loi organique des hydrocarbures gazeux et se référant à la qualification des entreprises, qui doivent être de haut prestige, de bonne capacité technique et financière et ayant de l'expérience quant à l'exploitation offshore de gaz.

---

**Source:** BULLETIN DU RESEAU OILWATCH. - Numéro 39 .- Juin 2003